



**MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE**

Le Ministre
CAB/RJ/0218

Paris, le 01 SEP. 2011

A Mesdames et Messieurs les Présidents
d'université et Directeurs d'établissement
d'enseignement supérieur

Mesdames et Messieurs les Proviseurs des
lycées à STS et à CPGE

s/c Mesdames et Messieurs les Recteurs
d'académie, chanceliers des universités

**Objet : Lutte contre le bizutage et accompagnement des organisateurs de soirées
étudiantes**

Mesdames, Messieurs,

La rentrée universitaire est l'occasion pour chaque nouvel étudiant de faire connaissance avec son équipe pédagogique mais également avec les différentes structures de la vie étudiante qu'il sera amené à fréquenter tout au long de l'année. Les journées d'accueil et d'intégration que vous organisez sont ainsi un moment privilégié pour les nouveaux étudiants de se familiariser avec leur nouvel établissement, son fonctionnement et son identité.

Les associations étudiantes, les BDE et les anciens élèves participent activement à la qualité de cet accueil en permettant aux nouveaux entrants de s'intégrer dans la communauté étudiante, notamment en organisant des soirées étudiantes ou des week-ends d'intégration. Ces événements festifs, lorsqu'ils sont judicieusement pensés et préparés, sont des temps de convivialité et d'échanges, propices à une intégration réussie.

Malheureusement, chaque année, des dérives le plus souvent liées à une consommation excessive d'alcool ou de substances psychoactives ont des conséquences dramatiques. De plus, force est de constater que les pratiques de bizutage subsistent dans certains établissements. C'est pourquoi, je souhaite que vous mettiez en œuvre les actions de prévention nécessaires.

.../...

En premier lieu, il vous appartient d'avertir la communauté étudiante et vos personnels que **le bizutage constitue un délit** et porte atteinte à la dignité de la personne humaine.

L'article 225-16-1 du Code pénal dispose que le fait pour une personne d'amener autrui, contre son gré ou non, à subir ou à commettre des actes humiliants ou dégradants lors de manifestations ou de réunions liées aux milieux scolaire et socio-éducatif est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende. Cette infraction est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende lorsqu'elle est commise sur une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de son auteur. Les personnes morales peuvent être déclarées responsables, pénalement, de ces infractions.

Par ailleurs, les personnes physiques qui n'ont pas causé directement le dommage, mais qui ont créé ou contribué à créer la situation qui a permis la réalisation du dommage ou qui n'ont pas pris les mesures permettant de l'éviter, sont responsables pénalement s'il est établi qu'elles ont soit violé de façon manifestement délibérée une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, soit commis une faute caractérisée et qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité qu'elles ne pouvaient ignorer (Article 121- 3 du Code pénal).

En votre qualité de chef d'établissement, responsable de l'ordre et de la sécurité dans les enceintes et locaux, vous devez aviser le Procureur de la République, dès que vous disposez d'éléments permettant de penser que de tels délits ont été commis. Cette obligation, prévue par l'article 40 du Code de procédure pénale, s'impose à tout fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions.

Parallèlement aux sanctions pénales, des poursuites disciplinaires peuvent être engagées à l'égard :

- des auteurs des faits (ces sanctions peuvent aller jusqu'à l'exclusion temporaire ou définitive des étudiants) ;
- des personnels s'il est avéré qu'ils ont, par leur comportement, organisé, encouragé, facilité le bizutage ou s'ils se sont abstenus de toute intervention pour les empêcher.

Si la grande majorité des événements festifs ne comportent pas d'actes de bizutage, les règles de sécurité et de prévention des risques ne sont pas toujours appliquées. Aussi, je vous encourage à renforcer le dialogue avec les associations étudiantes de votre établissement qui organisent des soirées ou des week-ends d'intégration. Dans le respect de la liberté de réunion des étudiants, il convient de **mieux accompagner les organisateurs de ces soirées** pour prévenir les dérives.

Un rappel du cadre réglementaire s'avère souvent nécessaire, notamment dans le cadre de la législation relative aux débits de boissons, à la vente d'alcool et à l'ivresse publique (notamment les articles L. 3331-1 et suivants, L. 3334-1 et suivants, L. 3341-1 et suivants, L. 3342-1 et L. 3322-9 du code de la santé publique) ou des déclarations préalables auprès des administrations compétentes (mairies, préfectures, SACEM, etc.). Enfin, les organisateurs ne doivent pas hésiter à se rapprocher des organismes compétents en matière de sécurité (pompiers, Croix Rouge par exemple) et de prévention de la santé (SUMPPS, mutuelles étudiantes, sécurité routière, etc.) et je vous encourage vivement à les inciter en ce sens.

.../...

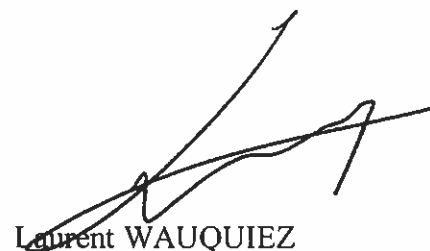
Je souhaite que les événements festifs, qu'ils se déroulent à la rentrée universitaire ou au cours de l'année, fassent **l'objet d'une déclaration succincte** par les organisateurs auprès de vos services, dès lors que ces manifestations sont organisées au titre de votre établissement. A toutes fins utiles, je joins à la présente un modèle de déclaration. Fiche de liaison entre l'association organisatrice et l'établissement, cette déclaration vous permettra de vérifier que les organisateurs ont veillé à la prévention des risques. Vous pourrez demander aux organisateurs de vous la transmettre environ huit jours avant la tenue tout événement, en particulier si la manifestation festive prévoit d'accueillir un nombre relativement important d'étudiants, de l'ordre d'une cinquantaine de personnes au minimum.

Elle vous permettra le cas échéant, sur la base d'un dialogue constructif, de demander aux organisateurs des garanties complémentaires, si les mesures nécessaires au bon déroulement de l'événement n'étaient pas prises. Je pense que ce document vous sera extrêmement utile si la soirée se déroule au sein de votre établissement. Je vous invite à consulter le site Internet de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et la toxicomanie (MILDT) www.drogues.gouv.fr, car il constitue un outil pertinent pour les organisateurs comme pour les chefs d'établissements.

Je vous rappelle enfin que vous êtes en droit d'interdire tout événement festif organisé au titre de votre établissement.

Je pense que l'ensemble de ces mesures de prévention et d'accompagnement permettra d'éviter des événements dramatiques tels que ceux que nous avons connus les années précédentes. Afin d'assurer une meilleur suivi et une coordination de nos actions, je vous demande de bien vouloir informer dès connaissance d'un incident le recteur de votre académie ainsi que mon cabinet au numéro de permanence.

Je compte sur votre vigilance et votre détermination et vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de ma meilleure considération.



Laurent WAUQUIEZ

P.J. : modèle de déclaration

Copie à : Messieurs les Présidents des organisations étudiantes représentatives

Déclaration d'événements festifs organisés par les étudiants ou d'autres usagers du service public de l'enseignement supérieur

Structure organisatrice :

Association	Etudiant(s) ou usager(s)
Dénomination sociale :	Nom(s) et prénom(s) :
Nom du président :	
Nom(s) du ou des responsable(s) de l'organisation de l'événement :	
L'association est-elle signataire d'une charte relative à l'organisation d'événements festifs ? <input type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non Si oui, laquelle ¹ ? :	
Adresse :	
Téléphone :	
Adresse électronique :	
Etablissement(s) d'enseignement supérieur de domiciliation et/ou de rattachement :	
L'équipe organisatrice a-t-elle suivi une formation relative à l'organisation d'événement festif et/ou de sensibilisation à la consommation de substances psychoactives ? : <input type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non Si oui, laquelle :	
Recours à un prestataire de services pour l'organisation de l'événement : <input type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non Si oui ² , Dénomination sociale du prestataire :	

Caractéristiques de l'événement :

Type de lieu :

Bar / discothèque ☐
 Salle privée ☐
 En extérieur ☐

Bâtiment de votre établissement ☐
 Salle publique ☐
 Autres :

Tenue de l'événement :

Lieu de l'événement (adresse précise)	
Date(s) de l'événement	
Horaires de début et de fin	
Nombre de personnes attendues	
Effectif de l'équipe organisatrice	
Licence de vente d'alcool Structure détentrice de la licence Catégorie de la licence (de I à IV)	

¹ Joindre cette charte à la déclaration.

² Il sera fait référence à la présente déclaration dans le contrat de sous-traitance.

Programme de l'événement :

--

Budget de l'événement :

Recettes	Dépenses
Montant consacré à l'organisation :	
Montant consacré à la sécurité et la prévention :	

Éléments liés à la sécurité des personnes :

- Présence d'organisateurs titulaires d'un brevet PSC1 ? ☐ oui / ☐ non
- Présence de secouristes professionnels sur le site ? ☐ oui / ☐ non
- Présence d'agents de sécurité professionnels ? ☐ oui / ☐ non
- Présence de membres de l'équipe pédagogique ou de présidence/direction ? ☐ oui / ☐ non
- Si oui, effectif ?
- Risque accidentel lié à l'environnement géographique (présence d'un point d'eau...) ? ☐ oui / ☐ non
- Si oui, dispositif de sécurité mis en place ?
- Autres dispositifs de sécurité prévus ?

Éléments liés à la prévention et la réduction des risques :

- Présence d'un débit de boisson ? ☐ oui / ☐ non
- Présence de barmans professionnels ? ☐ oui / ☐ non
- Dispositif de sécurité routière ? ☐ oui / ☐ non
- Si oui, lequel ?
- Moyens de sensibilisation aux risques liés à l'alcool et aux substances psychoactives ? ☐ oui / ☐ non
- Si oui, lesquels ?

Autres dispositifs de prévention mis en place (stand d'information sur les conduites à risques, distribution de préservatifs et de bouchons auditifs...) :

.....

.....

Date de dépôt de la déclaration auprès du ou des chefs du ou des établissements exerçant des missions d'enseignement supérieur :

L'organisation de cet événement a-t-elle été menée en lien avec la présidence/direction de votre établissement : ☐ oui / ☐ non

Date :

Nom du représentant de la structure organisatrice, des étudiants ou des usagers organisateurs :

Qualité (le cas échéant) :

Signature :